

Discours de vœux aux partenaires de Chaynesse Khirouni, Présidente du Département de Meurthe-et-Moselle

Vœux 2025 - Lundi 13 janvier 2025

Seul le prononcé fait foi.

Salutations protocolaires

Mesdames, Messieurs, chers partenaires, cher·ère·s ami·e·s,

En ce début d'année 2025, nous nous retrouvons dans un contexte marqué par l'incertitude, une incertitude dont je préfère retenir l'espoir qu'elle permet, si ténu, si fragile soit-il.

C'est d'ailleurs pourquoi nous n'avons pas renoncé à notre cérémonie de vœux qui n'est pas une simple tradition. C'est un moment de rassemblement, un moment qui nous permet de nous retrouver, de faire collectif. Chaque échange ce soir illustrera, je n'en doute pas, notre volonté partagée de préserver et renforcer les liens qui nous unissent, au service des Meurthe-et-Mosellanes et Meurthe-et-Mosellans. **Ce soir, nous réaffirmons notre détermination à agir dans la diversité et la complémentarité de nos responsabilités, notre détermination à agir ensemble.**

Et avant d'aborder les défis à venir, je tiens à rendre hommage à celles et ceux qui luttent pour leur dignité, leur liberté, notre dignité, nos libertés et participent à entretenir, parfois à raviver, cet indispensable espoir que j'évoquais. Ces luttes, ces sacrifices rappellent l'essentiel : **la force de la volonté face à l'injustice, face à l'adversité.**

Parmi celles-ci, parmi ceux-ci, **Gisèle Pelicot incarne un courage qui force l'admiration.** En refusant le huis clos au procès de son mari et de 50 hommes jugés pour l'avoir violée alors qu'elle était droguée et inconsciente, elle a démontré que la honte peut changer de camp. Son combat a aussi révélé l'ampleur du chemin à parcourir pour mettre fin à l'impunité. Elle est devenue la voix de toutes les femmes victimes de violences sexistes et sexuelles, nous rappelant que c'est toute notre société qui doit changer. Merci Gisèle Pelicot.

Je veux également saisir cette occasion pour évoquer la **situation à Mayotte**, ce département français à la fois le plus jeune et le plus pauvre dévasté par le cyclone Chido. Une catastrophe naturelle qui, pour dévastatrice qu'elle ait été, révèle aussi la

réalité des conséquences du réchauffement climatique et des fractures sociales et territoriales béantes, véritable défi pour notre idéal républicain. Par-delà l'indispensable solidarité nationale à laquelle le Département a pris part dans l'urgence de porter secours, **la reconstruction de Mayotte doit nous permettre de faire nation**, c'est-à-dire de garantir à chacune et chacune de nos compatriotes mahoraises et mahorais l'égalité et la dignité auxquelles chaque citoyenne et citoyen français, chaque territoire de la République a droit.

Car **nous savons faire nation**. Les moments d'éclat mais aussi et surtout de communion de l'été dernier, à l'occasion des Jeux Olympiques, l'ont démontré avec force alors que la France montrait son plus beau visage au monde. Nos athlètes, nos organisateurs, nos bénévoles, nous toutes et tous avons démontré qu'ensemble, nous pouvons être à la hauteur des défis les plus exigeants, en alliant excellence et cohésion.

De la même manière, **la reconstruction de Notre-Dame de Paris** peut légitimement nous rendre fiers et tout particulièrement en Meurthe-et-Moselle dont le meilleur des savoir-faire a été mis à l'honneur de la flèche reconstruite par l'entreprise jarnysienne Le Bras Frères aux ornements métalliques réalisés par la fonderie Huguenin de Vézelize. Bravo à toutes celles et tous ceux qui ont œuvré à cette renaissance, ici et ailleurs. Un chantier qui a témoigné de notre capacité à nous rassembler autour d'un monument universel, à surmonter les défis les plus complexes, en somme, une fois de plus, à entretenir l'espoir.

Entretenir l'espoir dans un contexte international instable.

Comment ne pas évoquer l'Ukraine, où la guerre continue, sur notre continent, à bouleverser des millions de vies ? Face à cette tragédie, nous devons réaffirmer notre solidarité et notre unité. L'unité européenne est essentielle dans ce combat mené par le peuple ukrainien qui paye le prix du sang pour défendre des valeurs universelles. Défendre la liberté !

Et comment ne pas penser au peuple syrien, libéré de l'oppression d'une dictature sanguinaire ? Alors, oui, nous ne savons pas de quoi l'avenir de la Syrie sera fait, oui, nous pouvons être inquiets des intentions de certains des groupes rebelles islamistes mais, non, nous ne pouvons pas regretter la chute d'un régime tyrannique.

Evoquer le Proche Orient c'est évoquer la situation en Israël, en Palestine et au Liban. Près d'une centaine d'otages toujours détenus par le Hamas depuis le 7 octobre 2023,

plusieurs dizaines de milliers de morts à Gaza suite à la riposte militaire israélienne, plusieurs milliers au Liban, essentiellement des civils.

Des violences qui abiment tout particulièrement les plus jeunes, au Proche Orient et ailleurs, quand l'UNICEF estime à 460 millions le nombre d'enfants vivant dans des zones de conflit. Des enfants qui se voient nier leur droit à l'insouciance, qui voient leurs rêves et espoirs maltraités alors même qu'ils sont, même fragiles, même ténus, les ferments qui nous permettent d'aspirer, de croire, d'entrevoir un avenir meilleur.

Pouvant parfois nous paraître lointains et à la fois si proches, **ces espoirs nous invitent à prendre de la hauteur, à nous rassembler, à faire collectif**. Surtout dans un contexte politique, démocratique incertain, un contexte budgétaire, financier extrêmement difficile.

Une volonté de faire collectif qui s'est traduite à travers une mobilisation en faveur de nos services publics de proximité à laquelle nombre d'entre vous se sont joints à l'automne dernier face à l'injustice de la saignée budgétaire dont étaient synonymes les projets de loi de finances et de financement de la sécurité sociale pour 2025 présentés par le Gouvernement de l'époque. Parce qu'il n'était encore une fois pas question de défendre une institution ou une sensibilité politique mais de réaffirmer notre attachement partagé au service public du quotidien ! Et c'est bien la raison pour laquelle c'est ensemble que nous avons lancé un cri d'alarme le 27 novembre dernier en session de l'Assemblée départementale. Ensemble, avec Michel Fournier, Président de l'association des Maires ruraux de France. Ensemble, avec de nombreux témoignages comme autant d'illustrations des impacts concrets dans le quotidien de chacune et chacun d'une saignée budgétaire menaçant notre capacité à répondre aux besoins de nos habitantes, de nos habitants, de nos territoires et tout particulièrement des plus fragiles.

Un grand merci également à toutes celles et tous ceux qui au travers d'un courrier, d'une motion, un message, nous ont exprimé leur soutien.

Et permettez-moi de relever -ils m'autoriseront je l'espère le clin d'œil- qu'il n'est pas courant de voir la Fédération du bâtiment et des travaux publics et Flore 54 se mobiliser ensemble. Pas davantage d'ailleurs que le groupement de défense sanitaire et les missions locales du Lunévillois et de Terres de Lorraine, les fédérations des foyers ruraux et des maisons des jeunes et de la culture et l'union nationale des acteurs du tourisme Grand Est mais aussi les Communautés de communes Moselle et Madon et du Pays Haut Val d'Alzette, l'Université de Lorraine, Arelia, Vivre avec l'autisme, le

collège de Villerupt, le centre social Ville Plurielle, la Ligue de l'enseignement, Lorraine Energie Renouvelables et d'innombrables communes, d'Audun-le-Roman à Chaligny, de Toul à Xermaménil, d'Azélot à Doncourt-lès-Longuyon, de Frouard à Lantéfontaine, de Pagny-sur-Moselle à Rembercourt-sur-Mad ou Villerupt. Je ne peux raisonnablement citer **toutes celles et tous ceux qui se sont mobilisés pour défendre les services publics de proximité, ces piliers de notre cohésion sociale et territoriale**. J'espère néanmoins vous avoir donné un aperçu de leur diversité et tiens ici à les remercier chaleureusement.

Nous sommes des élu·e·s responsables, des citoyen·ne·s concerné·e·s. **La situation catastrophique dans laquelle se trouvent les finances de l'Etat nous concerne, toutes et tous.**

Et des efforts, les Départements en consentent d'ores et déjà, par exemple en assumant un reste à charge exorbitant de 12 milliards d'euros dû par l'Etat au titre des allocations individuelles de solidarité, plus de 100 millions chaque année pour notre Département de Meurthe-et-Moselle. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est la Cour des Comptes.

Il est bien question ici de justice, de juste contribution de chacune et chacun, quand la même Cour des Comptes évalue, pour la seule année 2023, à 62 milliards d'euros le coût des baisses d'impôts décidées par le Président de la République et ses Gouvernements successifs qui ont avant tout profité aux plus aisés et aux grands groupes et qui ont creusé les inégalités. **Nous refusons de démanteler le service public du quotidien pour payer l'addition de ces décisions** et ce refus n'est autre que le reflet des aspirations de nos concitoyennes et concitoyens qui se sont exprimés par les urnes et aspirent à être enfin entendus.

Cette exigence démocratique implique d'ailleurs, parce qu'il y a urgence à respecter l'expression par les urnes, urgence à honorer le front républicain en remettant sur le métier le contrat social qui nous lie, de rénover nos institutions en convoquant une assemblée constituante. Notre monarchie républicaine a vécu. Un homme, seul, par son aveuglement, nous en a démontré jusqu'à l'absurde les dangers.

Nous devons construire une République qui écoute, qui respecte et qui agit en accord avec la volonté populaire. Une République qui fait confiance à ses territoires, qui garantit la juste répartition des richesses et traduit en actes notre devise : liberté, égalité, fraternité.

A mi-parcours du mandat qui nous a été confié par nos concitoyennes et concitoyens, nous réaffirmons plus que jamais notre attachement à nos territoires, à nos villes, à nos villages. **Et, si nous restons sous la menace d'une saignée budgétaire dans l'incertitude quant aux intentions du nouveau Gouvernement, nous agissons ici et maintenant et continuerons à agir, ensemble.**

C'est ce à quoi nous nous employons depuis le début de ce mandat avec l'Exécutif qui m'entoure, une volonté qui a d'ailleurs permis à l'Assemblée départementale dans son ensemble de se réunir autour par exemple d'un nouveau dispositif d'appui aux territoires en soutien aux projets des communes, intercommunalités ou associations représentant pas moins de 80 millions d'euros. Ou du déploiement de l'expérimentation territoire zéro non-recours, sur le territoire du Grand Nancy, destinée à favoriser l'accès aux droits, un déploiement qui se concrétisera d'ailleurs dans les prochaines semaines par l'engagement de trois nouveaux territoires qui rejoindront cette belle aventure collective. Une excellente nouvelle qu'avec la Vice-Présidente Annie Silvestri, nous sommes heureuses de partager avec vous ce soir.

Nous avons concentré ces dernières années notre action autour de trois priorités essentielles : l'émancipation, la justice sociale et la solidarité territoriale.

Ces priorités traduisent notre volonté de défendre le service public de proximité et, grâce à lui, de conforter notre cohésion, une volonté traduite à travers des actions concrètes et ambitieuses et de nombreuses innovations car nous sommes convaincus qu'il nous faut encore et toujours nous réinterroger et adapter sans cesse l'action publique.

Ainsi, à travers **l'expérimentation du revenu d'émancipation jeunes**, impulsé avec Lionel Adam, Conseiller délégué à la jeunesse, nous avons démontré que la volonté politique peut offrir aux jeunes en difficulté un véritable tremplin vers l'autonomie. Oui, c'est un choix politique, nous l'assumons et certaines et certains peuvent bien sûr défendre d'autres choix, je le respecte. Et j'aimerais constater que tous les jeunes ont d'ores et déjà trouvé des réponses aux difficultés qu'elles et ils rencontrent, qu'aucune ou aucun n'a besoin de ce revenu d'émancipation et que cette initiative est inutile comme j'ai pu l'entendre, ou pire électoraliste. La cinquantaine de jeunes qui se sont tournés vers nous depuis l'automne par l'intermédiaire des missions locales, des acteurs de l'éducation populaire, de la prévention spécialisée ou encore de l'insertion raconte malheureusement une toute autre réalité : des jeunes de nos territoires avec des projets de vie, des projets professionnels, des passions, des envies, mais faisant face à des difficultés les empêchant de se poser, de se lancer, en somme d'acquérir leur autonomie et, surtout, sans aucune autre réponse que ce revenu d'émancipation.

Nombre de ces jeunes sont issus de petites villes, de villages de notre département et font notamment face à des difficultés de mobilité renforcées par l'éloignement des lieux de formation et d'emploi. Nous sommes là bien loin des clichés qui peuvent être véhiculés sur notre jeunesse. Et nous évaluerons cette expérimentation, en transparence, une évaluation qui permettra je l'espère de nourrir le débat national que j'appelle de mes vœux. Quelle place pour la jeunesse, angle mort des politiques publiques nationales ?

Et parler d'émancipation, c'est bien sûr parler d'éducation. La **politique Collèges Nouvelles Générations** portée par le Vice-Président Jacky Zanardo incarne cette ambition en faveur de la réussite éducative de chacune et chacun de nos jeunes. Avec plus de 200 millions d'euros déjà investis, nous avons transformé de nombreux établissements et encore renforcé notre ambition environnementale depuis le début de cette mandature en privilégiant davantage de végétalisation, en favorisant la récupération des eaux de pluie... Et **de beaux projets sont à venir : à Toul au collège Croix de Metz, à Gerbeviller au collège Eugène François, à Nomeny au collège du Val de Seille, mais également à Einville-au-Jard au collège Charles Maximilien Duvivier ou encore à Dieulouard au collège Joliot Curie sans oublier la construction d'un nouvel établissement sur le Plateau de Haye à Nancy.** Des opérations majeures auxquelles s'ajoutent des moyens renforcés pour l'entretien et la maintenance afin de répondre aux besoins du quotidien.

Cette ambition en faveur de la réussite éducative de chacune et chacun de nos jeunes passe par une mixité sociale indispensable et j'ai fait part à notre nouveau Recteur de ma volonté d'aller plus loin, en faisant évoluer la sectorisation de nos collèges là où c'est nécessaire mais également en travaillant avec l'Education nationale à renforcer l'attractivité des établissements qui peuvent rencontrer des difficultés à travers le positionnement d'enseignements recherchés, d'options attractives.

C'est ensemble que nous honorerons la promesse de l'école républicaine.

L'éducation, c'est aussi la restauration scolaire avec une tarification solidaire qui soutient toutes les familles, sans exception, en fonction de leurs ressources. Une véritable réussite quand on sait que les trois quarts de nos élèves sont demi-pensionnaires.

L'éducation c'est aussi renforcer la participation, la co-construction avec l'organisation de hackathons, la tribune des collégiens, nouvelle instance participative qui permet à des citoyennes et citoyens en devenir de s'exprimer et de participer aux choix qui les concernent. C'est encore l'éducation artistique et culturelle à travers notamment des résidences d'artistes et classes orchestres.

C'est aussi lutter contre la précarité menstruelle avec la mise à disposition gratuite de protections hygiéniques dans l'ensemble de nos collèges qui répond non seulement à un enjeu de dignité mais constitue une action pour lutter contre le tabou des règles, contre les inégalités.

Et le chemin à parcourir pour arriver à une égalité réelle entre les filles et les garçons, entre les femmes et les hommes est encore long. Nous devons aller plus loin, en renforçant la formation, en étudiant la mise en place d'un congé menstruel, en développant les consultations en santé sexuelle et reproductive comme le propose déjà le service de protection maternelle et infantile du Département de manière expérimentale en cœur de ville à Nancy...

En matière de lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants, **2025 verra l'ouverture de la Maison des Femmes**, un projet impulsé par la ville de Nancy, cher Mathieu, et que nous co-portons ensemble Ville et Département mais également Arélia, le Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles et France Victimes 54. Merci à la Vice-Présidente Marie-José Amah qui assure pour notre collectivité le suivi de ce beau projet.

La cohésion sociale c'est bien sûr aussi tout l'enjeu de la solidarité territoriale qu'illustre notre dispositif d'appui aux territoires qu'anime le Vice-Président André Corzani en lien étroit avec nos délégués territoriaux partout à travers la Meurthe-et-Moselle. En 2024, c'est plus de 360 projets locaux que le Département a soutenu en investissement, qu'il s'agisse de transition énergétique, de mobilités, de développement sportif ou encore de la revitalisation des centres-bourgs, et 830 projets en fonctionnement. Ce programme est la preuve que tous nos territoires, du plus rural au plus urbain, sont des viviers d'innovation et d'action que nous accompagnons aussi grâce à l'ingénierie proposée par notre agence technique, Meurthe-et-Moselle Développement, et le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement. Ces initiatives, nous les accompagnerons aussi en 2025 à travers un nouvel appel à projets conjoint avec la Région Grand Est dédié à l'économie sociale et solidaire qui

contribuera à conforter une économie à part entière et porteuse de sens à laquelle nous sommes tout particulièrement attachés avec le Vice-Président Antony Caps.

Une cohésion sociale que nous confortons également quand nous lançons un appel à projets pour apporter de nouvelles réponses, plus adaptées, aux enfants souffrant d'une double vulnérabilité, c'est-à-dire en situation de handicap, notamment psychique et mental, et confiés à l'aide sociale à l'enfance, qui ont besoin d'un accompagnement à la fois social et sanitaire. Et j'exprime ici le souhait d'un soutien renforcé de l'Agence régionale de santé en la matière comme **je me félicite de l'accompagnement que nous avons obtenu de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie afin de réduire sensiblement et rapidement les délais d'instruction de notre Maison départementale des personnes handicapées**. Une nécessité qui nous mobilise avec Catherine Boursier, Première Vice-Présidente, et au service de laquelle nous avons décidé d'engager d'importants moyens supplémentaires, à la fois budgétaires et humains.

Conforter notre cohésion sociale, c'est aussi proposer la création de nouvelles places à destination des adultes en situation de handicap mais accueillis en établissement pour enfant (amendement Creton). C'est aussi soutenir la rénovation des résidences autonomes à Damelevières, Dombasle-sur-Meurthe, Lunéville, Nancy et Pont-à-Mousson grâce à un nouveau dispositif d'aide à l'investissement créé en 2024. mais également continuer à **promouvoir le développement des habitats inclusifs** comme à Virecourt, un projet qui participe également de la revitalisation du centre-village. C'est bien sûr **également soutenir la production et la rénovation de logements accessibles à toutes et à tous partout**, comme nous le faisons avec la Vice-Présidente Michèle Pilot et Meurthe-et-Moselle Habitat, notre bailleur social départemental.

Partout parce que **la proximité est au cœur des attentes de nos habitant.e.s, et surtout de leurs besoins**. Et c'est pourquoi le service public départemental est présent partout sur le territoire, une présence que nous confortons quand nous ouvrons une nouvelle Maison des solidarités à Tomblaine, quand nous construisons un nouveau centre d'exploitation à Vandeléville, quand nous préservons notre patrimoine commun qu'est le château de Lunéville et le faisons vivre à travers une programmation culturelle exigeante et dynamique...

Nous croyons en un service public en mouvement, capable de s'adapter aux défis d'aujourd'hui sans sacrifier la qualité et l'accessibilité. Je remercie ici, au nom de l'Assemblée départementale, l'ensemble des agentes et agents du Département comme du Réseau Educatif de Meurthe-et-Moselle pour leur travail au quotidien en proximité, au service de toutes et de tous sur l'ensemble du territoire.

Un service public en mouvement, c'est un service public qui sait se réinventer pour mieux répondre aux attentes des usagers, se moderniser en tirant le meilleur parti de nouveaux outils. Et c'est dans cet esprit que notre Direction des systèmes d'information explore les potentialités de l'intelligence artificielle avec une ambition : restituer du temps à l'accompagnement, à l'écoute, en somme à l'humain. Explorer c'est anticiper. Pour le meilleur, contre le pire.

Le service public de demain doit être le reflet de nos valeurs, des valeurs républicaines. Il doit demeurer accessible à toutes et tous, tout en intégrant des innovations qui en renforcent l'efficience. Et nos Maisons Départementales des Solidarités continueront d'incarner cette proximité indispensable, offrant un accueil inconditionnel grâce à l'engagement de nos agentes et agents, un accueil qui doit aussi apprendre à aller davantage vers celles et ceux qui n'en poussent pas la porte pour de multiples raisons et notamment la stigmatisation des plus vulnérables socialement. C'est cet apprentissage qui est au cœur de l'expérimentation Territoire Zéro Non-Recours, renommé « Avec vous pour vos droits », un apprentissage aussi d'une nouvelle manière de faire service public en réunissant institutions, associations et habitantes et habitants.

Cet engagement pour l'humain se traduira également en 2025 par **l'ouverture de la Maison Sadoul à Laxou**, nouveau lieu dédié à l'accompagnement des mineurs isolés qui nous sont confiés. Un projet de longue haleine qui sera bientôt une réalité et permettra à la Communauté de communes Terres toulousaises d'investir le site de l'ancien campus de formation de l'Office national des forêts de Velaine-en-Haye pour y mener un ambitieux projet de requalification. Permettez-moi de saisir l'occasion pour remercier chaleureusement l'intercommunalité et la commune de Bois-de-Haye de leur soutien au cours des années durant lesquelles le Département a occupé ce site. Il nous a été précieux comme nous est précieuse l'étroite collaboration avec les services de l'Etat afin de favoriser l'insertion de ces enfants malmenés par des parcours de vie chaotiques et des traversées de frontières éprouvantes.

Aucun mur, aucune mer n'empêcheront des hommes, des femmes, des enfants de fuir les guerres, les persécutions, la famine, les conséquences du dérèglement climatique. Le nombre de naufragés en mer Méditerranée en est une parfaite illustration. Et je suis

fière que notre assemblée départementale soutienne l'action de sauvetages en mer de l'association SOS Méditerranée.

Investir parce que c'est une nécessité pour l'attractivité de notre territoire mais également pour conforter son tissu économique, c'est-à-dire l'emploi local, à travers la commande publique départementale. Et nous avons sensiblement renforcé notre ambition en portant les investissements départementaux à près de 100 millions d'euros par an, des moyens qui nous permettent de **construire un nouveau pont à Méréville**, de développer nos **aires de covoiturage**, d'assurer la continuité de **la véloroute 52** qui traverse notre territoire d'est en ouest mais également de lancer les **travaux de confortement de la côte Chapiron** d'ici quelques jours, des travaux que je sais tout particulièrement attendus. Des moyens qui nous permettent également de soutenir notre Service Départemental d'Incendie et de Secours afin de **conforter un maillage territorial de proximité garant de la capacité de nos sapeurs-pompiers à porter secours partout sur le territoire.** En témoignent les nouvelles casernes de Favières, Mercy-le-Bas, Chambley, Art-sur-Meurthe, Nomeny... la nouvelle caserne Rive de Meurthe sur le Territoire du Grand Nancy comme autant de démonstrations de notre détermination à renforcer le service public, pour aujourd'hui et pour l'avenir.

N'est-ce pas, Président Bertelle, cher Bernard.

Investir aussi, bien sûr, pour la transition écologique, l'un des principaux, si ce n'est le principal défi de notre temps. 2025 verra d'ailleurs l'hôtel du Département accueillir ses premiers panneaux photovoltaïques. 2025 marquera aussi et surtout la réouverture de la Cité des Paysages, située sur l'emblématique colline de Sion. Centre de culture scientifique, elle symbolise **notre ambition d'éducation à l'environnement**, notre volonté, avec le Vice-Président Sylvain Mariette de participer à réconcilier l'humain et son environnement. En rouvrant ses portes cette année, avec des espaces repensés, un nouveau parcours d'exposition permanent et des installations pédagogiques modernes, elle ambitionne de rayonner à l'échelle régionale voire au-delà pour sensibiliser à la préservation de la biodiversité et permettre à chacune et chacun de mieux comprendre les enjeux climatiques.

Mesdames, Messieurs, chers partenaires, chers amis,

À mi-mandat, nous pouvons je crois nous féliciter de ces réalisations dont je n'ai bien sûr pu vous donner qu'un aperçu. Des réalisations qui ne sont pas des actions isolées mais constitutives d'un projet pour notre territoire : celui d'**une Meurthe-et-Moselle solidaire, audacieuse et citoyenne**. Des réalisations qui sont le reflet des partenariats qui nous lient, qui en sont le fruit, des partenariats nombreux, solides, confiants grâce auxquels nous agissons ensemble. Soyez remerciés de votre engagement, de vos engagements, quelles qu'en soient les formes, grâce auxquels nous faisons service public, ensemble.

Si nous pouvons être inquiets face à une telle menace -je sais que nombre d'entre vous le sont, et j'ai une pensée particulière pour nos acteurs culturels, pour nos agricultrices et agriculteurs-, **nous devons aussi et surtout rester mobilisés et continuer à agir, ensemble, pour que chaque Meurthe-et-Mosellane et Meurthe-et-Mosellan, quel que soit son territoire de vie, puisse s'épanouir.**

Je terminerai mon propos en rappelant des valeurs fortes qui animent notre assemblée départementale, ADN de la Meurthe-et-Moselle.

Malgré les vents contraires, malgré la tempête et la banalisation des idées d'extrême-droite, **nous continuerons à porter haut et fort nos valeurs humanistes, à défendre les droits humains ; à lutter contre le racisme, l'antisémitisme, les LGBT phobies ; à veiller à ne jamais, jamais, déshumaniser l'autre.**

2025 s'ouvre une année de commémorations fortes. Nous gardons toutes et tous en mémoire le 7 janvier 2015 et l'attentat islamiste qui a décimé la rédaction Charlie Hebdo et tenté de porter un coup fatal à la liberté d'expression.

Dix ans après, Charlie Hebdo est toujours là. Malgré le drame, la peine immense, c'est une forme de victoire contre l'obscurantisme. Permettez-moi pour conclure de partager avec vous quelques mots de Riss et de la rédaction à propos de l'esprit Charlie : *« l'esprit Charlie, ça débute à l'âge où on prend conscience qu'on fait partie du monde et qu'on a envie de le faire savoir, par des dessins provocants ou des textes enflammés. La satire possède une vertu qui nous a aidés à traverser ces années tragiques : l'optimisme. Si on a envie de rire, on a envie de vivre ».*

Alors, puisse 2025 être une année de rires, une année de vie.

Belle et heureuse année à vous et à toutes celles et tous ceux qui vous sont chers.

Je vous remercie.